Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

57/1 | 2016

**Terres, sols et peuples : expertise agricole et pouvoir
(xixe - xxe siècles)**

Privatiser l'agriculture en URSS

Économistes réformistes et pouvoir politique pendant la perestroïka

*From collective to private farm: Economic experts and authorities during
Perestroïka*

Olessia Kirtchik

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8338>

DOI : 10.4000/monderusse.8338

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2016

Pagination : 147-172

ISBN : 978-2-7132-2540-6

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Olessia Kirtchik, « Privatiser l'agriculture en URSS », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 57/1 | 2016, mis en ligne le 01 janvier 2019, Consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8338> ; DOI : 10.4000/monderusse.8338

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© École des hautes études en sciences sociales

Privatiser l'agriculture en URSS

Économistes réformistes et pouvoir politique pendant la perestroïka

From collective to private farm: Economic experts and authorities during Perestroika

Olessia Kirtchik

NOTE DE L'AUTEUR

Cet article s'inscrit dans le cadre du programme de recherche fondamentale de l'université nationale de recherche « École des hautes études en sciences économiques » (Moscou) et a bénéficié du soutien financier du Russian Academic Excellence Project « 5-100 ».

- 1 La figure du fermier, exploitant agricole indépendant, émergea dans le discours économico-politique et public soviétique au cours des dernières années de la perestroïka, dans le cadre du mouvement de réforme économique plus général qui marque cette période. L'image du paysan indépendant, persécuté par l'État pendant la collectivisation, redevint l'espoir des campagnes russes et l'un des symboles du mouvement réformateur démocrate. Cette innovation idéologique et sociale alla de pair avec la remise en question du modèle agricole soviétique dominé, depuis le Grand Tournant de 1929, par le dogme d'inspiration marxiste des avantages indiscutables de l'exploitation à grande échelle. L'importation de blé depuis les années 1970, la baisse de la productivité du travail dans les exploitations alors que les investissements centraux dans l'agriculture croissaient, et d'autres expressions d'une défaillance du secteur agroalimentaire constituaient le contexte dans lequel le sentiment d'urgence s'intensifia durant les années 1980 et conduisit en fin de compte à l'abandon du modèle de l'agriculture socialiste.
- 2 Parmi toutes les interprétations possibles des causes de la faible efficacité de l'agriculture soviétique, la révision énergique des dogmes au moment de la perestroïka s'est fondée sur un constat assez paradoxal de l'aliénation des travailleurs en URSS. L'incurie (*beshozjajstvennost'*) et le manque d'intérêt de la part des paysans vis-à-vis du travail

dans les fermes et les entreprises d'État (« secteur socialisé ») étaient pensés comme le résultat des politiques staliniennes de collectivisation et de dépossession des paysans. Les politiques d'agrandissement des exploitations et la gestion bureaucratique centralisée avaient fini par transformer la nature des paysans, devenus simples exécutants¹. Il fallait alors surtout « redonner un maître (hozjain) à la terre » et « changer la psychologie des travailleurs »² de telle sorte qu'ils fussent intéressés à produire plus et mieux, à appliquer de nouvelles technologies et à utiliser les investissements de façon rationnelle³. Ainsi, ce n'était plus la « base matérielle », mais les relations de travail, et surtout les rapports de propriété, qui étaient la clef du perfectionnement du socialisme. L'homme était devenu la force motrice de l'économie : cette thèse du « facteur humain », d'apparence banale, mûrie au sein du milieu académique réformiste porté par la réforme de 1965, transforma les termes du débat sur le progrès agricole dans le cadre de la perestroïka⁴.

- 3 Comme dans les épisodes antérieurs de mutation politique, la science économique était censée jouer un rôle crucial dans le renouvellement de la mentalité gouvernementale soviétique⁵. Selon un appel lancé par Gorbačev au XXVII^e Congrès du parti en 1986, les économistes, ainsi que d'autres intellectuels, furent invités à « réviser la base théorique fournie par l'économie politique du socialisme » en vue de former une « mentalité économique moderne ». Des économistes académiques, de réputation réformiste, accédèrent alors à des postes d'experts chargés de la préparation de la réforme économique. Le milieu académique réformiste représentait aussi un réservoir de cadres et un appui important pour le mouvement intellectuel et politique dit informel pendant la perestroïka⁶.
- 4 Ce rôle, tout à fait particulier, des économistes dans la formulation et la diffusion des politiques de réforme économique que l'on peut observer en URSS, mais aussi dans d'autres pays socialistes, est conforme à une tendance globale qui dépassait les frontières des blocs politiques, en œuvre dans les dernières décennies du xx^e siècle⁷. L'omniprésence des économistes comme conseillers du prince et faiseurs d'opinion reflète l'importance stratégique et politique de la sphère économique pour les États modernes et consacre la « supériorité » des économistes, fondée sur leur compétence technique, sur les représentants d'autres domaines des sciences sociales. Des évolutions conséquentes dans les modalités de l'élaboration des politiques que l'on critique souvent en termes de pouvoir des experts sont corollaires d'une certaine technocratisation et d'une diffusion de l'idéologie économique mettant l'accent sur les mécanismes autorégulés du marché à partir de la fin des années 1970. Le cas de la perestroïka soviétique, tout en s'inscrivant dans cette tendance, présente une certaine originalité due à l'existence d'une pensée réformiste et d'une tradition technocratique soviétiques distinctes.
- 5 Ainsi l'appel aux économistes lancé par M. Gorbačev s'inscrit dans une longue tradition russe et soviétique qui assigne une place d'honneur à des économistes, juristes, agronomes et autres spécialistes. Le gouvernement provisoire de 1917, dans un climat de forte incertitude liée à la guerre et aux événements révolutionnaires, en fut l'un des premiers moments forts. Par la suite, dans les années vingt, des spécialistes en sciences sociales, tels que les éminents économistes Aleksandr Čajanov et Nikolaj Kondrat'ev, employés tous deux au Narkomzem, furent associés au gouvernement⁸. Après une coupure induite par le Grand Tournant stalinien, la participation des intellectuels dans la sphère publique et politique devint plus systématique à partir du milieu des années 1950. Les années qui suivirent la déstalinisation furent marquées par une institutionnalisation très active des sciences sociales, en premier lieu des sciences économiques, censées

répondre en URSS aux besoins de rationalisation de la gestion et de compétition avec le système capitaliste. En conformité avec l'idéologie de la gestion scientifique, les économistes et autres scientifiques purent aspirer à un rôle plus actif dans les affaires publiques en constituant de fait le seul public, c'est-à-dire un groupe d'individus susceptibles de produire une opinion et d'être consultés comme tels par les autorités, dans une Union soviétique caractérisée par la faiblesse de sa société civile⁹.

- 6 Ainsi, pour comprendre comment la nouvelle image de la profession agricole a été forgée et légitimée vers la fin des années quatre-vingt, je prends comme angle d'attaque la configuration et la jonction spécifiques du savoir et du pouvoir au cours des dernières années de l'histoire soviétique¹⁰. Pendant la période du socialisme mûr, la science académique était indissociable de la gestion du complexe agroalimentaire. Il existait à l'époque de multiples interfaces institutionnelles entre les deux. Des économistes académiques étaient systématiquement associés à la rédaction des discours politiques et des textes officiels (lois, programmes et autres), ils occupaient des postes de consultants et de conseillers auprès de divers départements du Comité central du PCUS, du Gosplan, du ministère de l'Agriculture et autres. Une autre pratique courante, observée tout au long de l'époque soviétique, consistait à envoyer des « notes (zapiski) », sur demande ou pas, aux instances du pouvoir afin de proposer des analyses et des idées. Cette forte complicité s'exprime dans de nombreux cas de carrière mixte (Académie des sciences et haute administration) et des passages entre ces différents milieux parmi les experts en économie agricole. L'existence de ce système techno-politique englobant peut éclairer la présence et le rôle des économistes agraires pendant la perestroïka. Les années 1989 et 1990 en particulier représentent la grande époque des académiciens.
- 7 Cependant, la perestroïka se distingue des périodes précédentes en ce que la dernière réforme agraire soviétique fut élaborée et mise en place dans le contexte de changements dramatiques du système politique et économique. Les instances d'expertise, les formes de sa mobilisation dans l'action gouvernementale et publique et les critères de légitimité des experts étaient mouvants. La démocratisation politique et le passage à l'économie de marché, enfin les processus qui ont abouti à la dissolution de l'URSS, ont sans aucun doute déterminé les modalités de la préparation et de la mise en place de cette réforme. Celle-ci fut compliquée par la présence massive d'une contre-expertise défavorable au passage intégral et rapide à l'économie de marché. L'absence de consensus sur cette question est une autre particularité du cas soviétique par rapport à la plupart des pays de l'ex-bloc socialiste de l'Europe de l'Est ou, par exemple, de l'Amérique latine dont les experts libéraux, à peu près pendant la même période, réussirent à acquérir et à maintenir un quasi-monopole de l'expression politico-médiatique.
- 8 Sans prétendre restituer la totalité des acteurs et des aspects de ce processus complexe, j'analyse, dans ce qui suit, la place des économistes, experts auprès des instances du pouvoir, dans la conception de la réforme agraire dans les dernières années de l'existence de l'URSS. Comment le système d'expertise académique en matière d'économie et de politique agraire fonctionnait-il ? Comment a-t-il évolué au cours de la période étudiée ? Qui étaient les économistes qui entrèrent sur la scène publique et politique pour porter la perestroïka à son apogée (et quelles étaient les origines des vues réformistes) ? En quoi leur participation au processus de réforme consistait-elle concrètement ? Enfin, quelles étaient les positions des économistes du courant dit réformiste et de leurs concurrents « conservateurs », dans le milieu académique, professionnel et politique ?

- 9 La première caractéristique de cette réforme, que j'aimerais mettre en lumière, est l'omniprésence des économistes agricoles. On les trouve experts auprès du pouvoir et de très hauts fonctionnaires, acteurs politiques parmi les députés du peuple, initiateurs et auteurs de lois, mais aussi porte parole des réformes du monde rural en tant que leaders d'associations professionnelles et auteurs d'articles de vulgarisation et de propagande en faveur de la libéralisation du secteur agricole. La seconde caractéristique est l'extrême polarisation et la politisation du débat sur la réforme agraire, surtout pendant les deux dernières années de l'URSS. Si les premières années de la perestroïka furent marquées par un consensus fragile sur la renaissance du *hozjain*, les opinions se polarisèrent et les positions se différencièrent sur les moyens de « redonner un maître à la terre » à mesure que s'approfondissait la crise politique et économique. Le spectre très large de solutions proposées par les experts « réformateurs » et « conservateurs » se déployait dans une pluralité d'arènes et de centres de décision.
- 10 Cette analyse s'appuie sur une enquête menée par entretiens avec des économistes agricoles, experts très visibles pendant la période des réformes, sur un dépouillement systématique des numéros des principales revues d'économie agricole et d'économie politique soviétiques parus dans les années 1989-1991, et sur une étude approfondie des textes de lois, de programmes, de discours politiques et des transcriptions de débats parlementaires et autres matériaux liés à la conduite de la réforme agraire et foncière en URSS et dans la RSFSR¹¹.

L'évolution de la doctrine agraire de la perestroïka : sources, acteurs et lieux

- 11 Le terme « d'exploitation paysanne » apparut dans le discours officiel soviétique pour la première fois dans le cadre de la doctrine de la « pluralité des formes d'exploitation » énoncée en 1989, année de transformations politiques importantes et du lancement de la « réforme radicale » en URSS. Celle-ci reprenait certaines idées de la réforme économique de A. Kosygin, notamment celles de l'autonomie comptable et de la décentralisation, mais elle allait plus loin, annonçant la désétatisation de la propriété et, sinon la décollectivisation partielle, du moins la reconnaissance d'autres formes d'exploitation que les *kolkhozes* et les *sovkhozes*, y compris les fermes individuelles et familiales.
- 12 Comme je le montre dans cette section, cette conception est le produit du travail doctrinal mené dans l'espace relativement clos de la politique agricole composé d'instances gouvernementales et d'expertise académique. La collusion était si forte qu'il est souvent difficile de distinguer clairement les discours politico-administratifs des discours scientifiques. Le capital symbolique et administratif des experts académiques réformistes en matière agricole leur permit cependant de multiplier les rôles institutionnels et de se dissocier de la position officielle au moment de l'ouverture politique.

La lune de miel entre la science académique et le parti

- 13 L'Académie Lenin des sciences agraires (VASHNIL) était l'institution principale d'expertise en matière d'économie agraire et de gestion du complexe agro-industriel. Un réseau d'instituts de recherche spécialisés fut créé en son sein à partir du milieu des

années 1950. Ce renouvellement comblait le vide des années 1930 et 1940, conséquence du Grand Tournant de 1929. La déstalinisation conduisit à une véritable résurrection institutionnelle de l'économie agraire avec, notamment, la création du Département de l'économie et de l'organisation de la production agricole au sein de VASHNIL en 1956. Ses membres étaient représentés dans toutes les instances de décision et de gestion de l'agriculture et étaient associés à l'élaboration de toutes les décisions.

- 14 L'alliance du pouvoir suprême politique et académique du temps de la perestroïka est symbolisée par le tandem Mihail Gorbačev - Aleksandr Nikonov, le dernier président de VASHNIL. Les deux hommes s'étaient connus à Stavropol', où l'un était premier secrétaire du Comité régional du PCUS et l'autre directeur de l'Institut agraire. Après le transfert de M. Gorbačev à Moscou en 1978, la carrière de A. Nikonov prit un envol peu commun : il fut élu académicien secrétaire de la Section d'économie et d'organisation de la production agricole, puis premier vice-président et finalement président de VASHNIL¹². Depuis Stavropol' et jusqu'à la dissolution de l'URSS, A. Nikonov a toujours travaillé en étroit contact avec M. Gorbačev et fut le principal expert de la réforme agraire. Il fut nommé président adjoint pour la science du Comité d'État agro-industriel de l'URSS (Gosagroprom), puis responsable du secteur agricole dans la Commission pour le perfectionnement du fonctionnement économique près le gouvernement de l'URSS.
- 15 A. Nikonov dirigea formellement les travaux sur la doctrine de la réforme agraire menés, sous M. Gorbačev, essentiellement au sein du Présidium de VASHNIL. En 1985, il remplaça Vladimir Miloserdov¹³ en qualité de conseiller principal de M. Gorbačev pour les questions agraires, chargé de rédiger ses rapports, des discours, des articles et des notes de mémoire. De jeunes chercheurs, tels Evgenija Serova, Sergej Kiselev, Aleksandr Petrikov (tous avaient la trentaine), proches collaborateurs de A. Nikonov au Présidium de l'Académie, se souviennent notamment d'avoir travaillé sur l'application des idées de la Nouvelle Politique économique (NEP) à la réforme agraire de M. Gorbačev¹⁴. La réhabilitation d'Aleksandr Čajanov en 1987 et la réédition de ses travaux en 1988 dans le cadre des festivités liées au centenaire de sa naissance, toujours sous les auspices de l'Académie, symbolisaient la négation des politiques agricoles staliniennes et poststaliniennes, alors que la référence à la NEP fournissait un cadre idéologique à la réforme agraire.
- 16 Les propositions pour la réforme agraire, soumises par des économistes académiques de courant réformiste, allaient dans le sens de la décollectivisation partielle et de la décentralisation de la gestion dans le but de stimuler l'initiative et l'intérêt des travailleurs, conformément au slogan qui invitait à mettre le « facteur humain » en avant. De nouvelles formes organisationnelles — telles que les « brigades », petits groupes de travailleurs (brigadnyj, zven'evoj podrjad) et familles paysannes (semejnyj podrjad) sous contrat avec leur entreprise mère — devinrent la principale solution dans la pensée réformiste. Dans les documents officiels de l'époque, le podrjad et le hozraščet sont évoqués comme des « facteurs parmi les plus importants pour augmenter l'efficacité de la production ». Ces termes ne sont pas apparus pendant la perestroïka, ils ont connu un long cheminement au cours de l'histoire soviétique. Toutefois ils sont entrés dans le discours politique et sont devenus un sujet privilégié de recherche académique après l'adoption en 1982 du Programme alimentaire de l'URSS, premier fruit du tandem M. Gorbačev - A. Nikonov dans la politique agraire au niveau soviétique.
- 17 Dans les années 1986-1987, des chercheurs menèrent de nombreuses expérimentations au niveau de l'entreprise et de la région (naturellement avec l'aval des pouvoirs) afin de

prouver que « l'autonomie opérationnelle », c'est-à-dire une plus grande marge de manœuvre dans la gestion, garantissait une plus grande efficacité du travail dans les exploitations. Parmi les expérimentations les plus connues, citons les travaux des chercheurs de VASHNIL dans l'oblast' de Pskov, dans la région d'Orel (avec le concours du premier secrétaire de l'obkom, Egor Stroev), et des collectifs de travail intensif conçus et testés par la filiale sibérienne de VASHNIL. Des formes de contrat individuel ou familial furent expérimentées à côté des contrats collectifs. En 1986-1987, des exploitations paysannes furent créées avec le concours du ministère de l'Agriculture¹⁵. A. Nikonov synthétisa les résultats de ces diverses expériences dans une note adressée en 1986 au Comité central, intitulée « Mesures pour augmenter la productivité du travail dans l'agriculture par voie d'implantation de formes rationnelles d'organisation et de l'autonomie comptable »¹⁶.

- 18 Les différentes formes de contrats collectifs et individuels — permettant à des kolkhoziens et autres citoyens de louer une parcelle de terre et des moyens de production à une entreprise collective — furent en effet popularisées par Mihail Gorbačev à partir de 1988 comme l'une des principales solutions au problème du ravitaillement. Le 13 mai 1988, lors d'une rencontre avec des spécialistes, des élites agraires locales, des directeurs et des collectifs d'entreprises agricoles, il déclara notamment :

Nous misons sur l'homme, sur son intérêt, son autonomie, son initiative, sa responsabilité [...] et sur sa position de citoyen. Ceci se réalise le mieux dans les différentes formes de contrat collectif, surtout le contrat de bail (arenda) [...] Le bail affirme les nouveaux rapports économiques. [...] il contribue à la renaissance du hozjain, ouvre la voie la plus sûre à la solution du problème de l'approvisionnement.¹⁷

- 19 Le 15 mars 1989, M. Gorbačev annonça officiellement au Plénum du Comité central une nouvelle politique agraire qui misait sur la « pluralité des formes d'exploitation ». En premier lieu, la création de nouvelles formes d'exploitation devait rénover le droit de propriété socialiste. Tout en mentionnant les formes d'exploitation individuelles et familiales, le plénum recommanda le bail collectif à l'intérieur de l'entreprise comme le meilleur moyen pour « redonner un maître à la terre ». Le contrat de bail offrait l'avantage de distinguer clairement le droit de propriété du droit d'usage. L'économie agricole auxiliaire (lopins personnels des membres de kolkhozes et de sovkhoses et d'autres citoyens, datchas, et autres), tantôt encouragée, tantôt opprimée depuis l'époque de la collectivisation, bénéficia elle aussi d'une certaine libéralisation. La vision du lopin personnel comme vestige de l'économie paysanne non socialisée en voie de disparition persista dans les travaux des économistes soviétiques tout au long de l'époque soviétique. Il fallut attendre le début des années 1980 pour que l'économie agricole auxiliaire devînt un objet légitime de la politique et de la théorie agraire, mais seulement comme complément à la production de l'économie agricole socialisée à grande échelle¹⁸.
- 20 Aleksandr Nikonov et ses proches collaborateurs conservèrent leur position d'experts en économie et en politique agraire auprès de M. Gorbačev jusqu'à la dissolution de l'URSS et dans la période des réformes russes. A. Nikonov et son équipe d'économistes agraires, ainsi que d'autres membres de VASHNIL de réputation réformiste (les « marchandistes »), formaient un cercle très restreint d'experts qui occupèrent des postes d'importance dans différentes instances de politique agraire (commissions d'État, du comité central et du parlement, groupes de travail sur les lois et les programmes gouvernementaux) dans les années 1989-1991. Les formes et les arènes de leur intervention se multiplièrent pourtant

avec la complexification du système politique et l'accroissement du nombre des centres du pouvoir.

Les experts économiques au Parlement : le lancement de la réforme foncière

- 21 La formule de la « pluralité des formes d'exploitation », issue de la mobilisation des économistes agraires en quête de nouvelles formes d'organisation de l'agriculture faisant plus de place à l'autonomie des travailleurs, était de caractère délibérément consensuel. Cependant, les tensions étaient déjà palpables entre les élites agraires traditionnelles et les acteurs économiques qui aspiraient à une plus grande autonomie, entre les factions conservatrices et progressistes de l'élite politique et académique. Cette fracture se creusa avec la transformation radicale du système de gestion du complexe agro-industriel soviétique et l'apparition de nouvelles instances du pouvoir à partir de 1989.
- 22 En premier lieu, Gosagroprom, le méga-ministère créé en 1985 par la fusion de six ministères spécialisés dans l'agroalimentaire pour unifier et intégrer verticalement la gestion du complexe agro-industriel, fut supprimé. Augmenté du Conseil scientifique et technique dirigé par le Président de VASHNIL, Gosagroprom représentait l'apogée du technocratisme soviétique et symbolisait la symbiose de la science académique avec la fonction publique¹⁹. M. Gorbačev le remplaça par la Commission d'État pour l'alimentation et l'approvisionnement auprès du Conseil des ministres. Des arrêtés du gouvernement adoptés à la suite du Plénum du 15 mars 1989 introduisirent de nouveaux dispositifs pour les commandes d'État : les normes et les contrats de livraison remplaçaient les plans directifs. Ces changements reflétaient la réorientation du gouvernement vers la « démocratisation », la « décentralisation » et la « dépolitisation » de son action.
- 23 La radicalisation du débat sur la réforme agraire (et la réforme économique en général) est liée à l'apparition d'un nouveau centre de décision et de débat, le premier Congrès des députés du peuple de l'URSS (qui siégea du 25 mai au 9 juin 1989). Parmi les députés, de nombreux représentants des cercles radicaux « démocrates » utilisaient le Congrès comme une tribune pour promouvoir leurs opinions. L'aile libérale du Congrès était constituée par le « groupe parlementaire interrégional » (Saharov, Elcin, etc.) qui prônait une réforme politique et économique plus « radicale ». Grâce au nouveau système électoral, de nombreux économistes de tendance pro-marché furent élus ou nommés députés : Leonid Abalkin, Gavriil Popov, Gennadij Lisičkin, Tat'jana Zaslavskaja (en tant que représentante de l'Association sociologique de l'URSS), de même les économistes agraires Vladimir Tihonov, Aleksandr Nikonov, Boljus Poškus (ils représentaient l'Académie des sciences agricoles Lenin qui avait droit à onze sièges), Aleksej Emel'janov (de l'université d'État de Moscou), et d'autres.
- 24 Les démocrates, pour la majeure partie des intellectuels et notamment des économistes, préconisaient une refonte profonde du système économique qui seule, selon eux, permettrait d'échapper à l'« abîme » au bord duquel se trouvait alors l'URSS. L'arrêté adopté par le Congrès posait l'objectif de passer à un « nouveau modèle économique », ce qui impliquait une transformation radicale des rapports de propriété : un véritable marché socialiste. L'exigence de l'affranchissement de l'État de ses fonctions d'intervention dans la gestion des unités économiques radicalisa les principales

orientations de la perestroïka. L'arrêté chargeait notamment le Soviet suprême de « renouveler substantiellement la législation foncière » en vue de « développer, à côté des kolkhozes et des sovkhozes, des formes d'exploitation variées : des fermes agricoles, des coopératives, des collectifs bailleurs, des exploitations paysannes ; de créer des conditions pour leur compétition d'égal à égal »²⁰, conformément au mot d'ordre de la pluralité des formes d'exploitation énoncé lors du Plénum de mars 1989. Pour la première fois depuis le début de la perestroïka, la réforme foncière devenait une priorité politique du pays et les formes d'appropriation de la terre furent explicitement placées au cœur de la réflexion sur l'agriculture. Les députés les plus radicaux, à l'instar de l'économiste Gavriil Popov qui devint peu après le premier maire de Moscou démocratiquement élu, prônaient d'ores et déjà le démantèlement des exploitations collectives et la distribution de la terre aux paysans.

- 25 Avec le lancement de la réforme politique en URSS, l'initiative législative dans le domaine de la réforme agraire passa sous la compétence du Soviet suprême et, plus spécifiquement, du Comité pour les questions agraires et d'approvisionnement formé en son sein en 1989. Pourtant, ce nouveau lieu de décision représentait un nouvel avatar de l'ancien tandem techno-politique. Le Comité présidé par Arkadij Veprev (1927-2006), agronome et directeur du sovkhoze « Nazarovskij » réputé « progressiste », comptait parmi ses membres des directeurs d'exploitations collectives et aussi plusieurs membres de l'Académie des sciences agricoles. Un économiste agraire de renom Aleksej Emel'janov, professeur de l'université de Moscou et membre de l'Académie des sciences de l'URSS, fut élu adjoint du président. La coordination des activités d'un groupe de travail sur la nouvelle loi foncière et d'un sous-comité pour le foncier et les formes d'exploitation du Soviet suprême créé à cette occasion, fut confiée à... Aleksandr Nikonov, toujours président de VASHNIL. À part quelques juristes, le noyau de ce groupe était composé de jeunes économistes, de ses proches collaborateurs à l'Académie des sciences agricoles, Sergej Kiselev, Evgenija Serova, Aleksandr Petrikov, et de la professeure El'mira Krylatyh, présidente du Conseil pour les problèmes de l'APK près le Présidium de VASHNIL. Des députés membres de VASHNIL, Bolius Poškus et Vladimir Tihonov, participèrent également à ces travaux. La quasi totalité de ce groupe, assez restreint, d'experts entra dans le nouvel Institut agraire, créé à la fin de 1990 sous la direction de A. Nikonov, avec pour objectif d'« assurer des bases scientifiques à la réforme agraire ».
- 26 Le projet des « Bases de la législation foncière de l'URSS et des républiques » fut adopté par le Soviet suprême le 28 février 1990 après de très vigoureux débats. En premier lieu, la loi déclarait que la terre était dorénavant le patrimoine des populations vivant sur un territoire donné, et accordait le droit de disposer de la terre aux soviets locaux. Ceci signifiait effectivement la suppression du monopole de l'État soviétique sur la propriété foncière. En second lieu, la loi déclarait le droit des citoyens soviétiques de posséder de la terre. Conformément aux « Bases de la législation foncière... », les citoyens pouvaient obtenir des terrains à titre d'usage perpétuel, de bail payant, ou de possession à vie transmissible pour les besoins de l'exploitation paysanne, de l'économie auxiliaire, de la construction de l'habitat, du jardinage et de l'élevage.
- 27 Le titre de possession à vie transmissible permettait de disposer d'un terrain sans possibilité de vente ni d'hypothèque, mais avec le droit de le léguer à ses descendants. Résultat d'un compromis politique et euphémisme inventé par les auteurs de la loi pour ne pas utiliser le terme de propriété privée qui restait encore tabou²¹, ce titre était cependant considéré par ses auteurs comme un progrès par rapport au contrat de bail

(arenda) laissant le fermier dépendant de l'arbitraire du bailleur (un kolkhoze ou un sovkhoze). Pour stimuler le passage des terrains à la propriété paysanne, les auteurs du projet de loi proposèrent de faire sujet de la propriété terrienne non pas le kolkhoze mais le kolkhozien en tant que citoyen de l'URSS doté du droit individuel de possession de la terre. Le fonds foncier d'un kolkhoze serait ainsi divisé en lots (zemel'naja dolja) appartenant à ses membres. Par là même le kolkhoze, selon les auteurs, se muerait en une coopérative réelle où chaque kolkhozien serait libre de rester dans le kolkhoze ou de le quitter avec son lot. Toutefois le Congrès rejeta cette disposition, mais elle fut reprise dans les lois de la RSFSR sur la réforme agraire adoptée en novembre 1990²².

- 28 La majorité des députés témoignaient en effet de positions plus conservatrices que le gouvernement et ses experts économistes sur la réforme agraire. Ainsi, les députés agrariens (qui représentaient une force considérable avec 417 députés) refusaient la réforme foncière, cœur de la réforme agraire. Ils défendaient la « ligne traditionnelle » de l'élite agrarienne, qui réclamait l'accroissement continu des investissements dans l'agriculture et l'augmentation des prix de gros d'achat des produits agricoles. Ils agréaient ces demandes, conformément à l'air du temps, de l'exigence d'une plus grande autonomie des producteurs agricoles et d'une diminution de la commande d'État (goszakaz)²³. Le même conflit se répéta lors du II^e Congrès (extraordinaire) des députés du peuple de la RSFSR (27 novembre – 15 décembre 1990) qui remit en cause la légitimité des lois adoptées par le Soviet suprême de la RSFSR. Les fractions parlementaires « Communistes de Russie » et les agrariens (notamment Starodubcev, président de l'Union agraire de Russie) se prononcèrent fermement contre la propriété privée. Ils réussirent notamment à imposer un moratoire de dix ans sur la vente libre des terrains et la création d'un marché foncier en Russie.

L'institutionnalisation du mouvement des fermiers indépendants – AKKOR²⁴

- 29 La discussion sur la réforme foncière initiée par le Congrès des députés du peuple de l'URSS devint l'occasion d'une véritable campagne d'opinion en faveur des formes individuelles d'appropriation foncière et favorisa l'institutionnalisation du mouvement des exploitants indépendants. Les économistes académiques jouèrent un rôle clef dans la promotion de ce mouvement. Ils devinrent son principal porte-parole au parlement, dans les médias et les principaux acteurs de son institutionnalisation.²⁴
- 30 Les premiers exploitants indépendants, connus d'abord comme « coopérateurs » (kooperatory) et « bailleurs » (arendatory), apparurent en URSS pendant la perestroïka par suite des expérimentations économiques évoquées plus haut. La « loi sur la coopération en URSS » (n° 8998-XI du 26 mai 1988) légalisa leur activité. Elle accordait aux entreprises agricoles collectives et publiques le droit d'affecter des terrains à ses membres ou à des groupes sous contrat, de louer des bâtiments et des constructions, des machines, des équipements, même de vendre des chevaux et des mini-machines agricoles destinés aux lopins individuels, et de réaliser des travaux sous contrat. Ainsi, vers 1989, ils étaient quelques centaines d'exploitants individuels ou de fermiers semi-indépendants à travailler sous contrat avec des kolkhozes.
- 31 L'idée de créer une association des exploitations paysannes pour soutenir cette nouvelle forme d'exploitation était, à l'instar d'autres initiatives, issue de l'alliance du pouvoir

politique et de la science académique représentée cette fois par Vladimir Bašmačnikov, expert en économie agraire au Comité central du PCUS²⁵, et Vladimir Tihonov, promoteur fervent de l'exploitation paysanne et président de l'Association des coopérateurs (non agricoles) de l'URSS²⁶. C'est ce dernier, auteur de nombreux articles pour la réforme agraire radicale dans la presse générale, qui fut le véritable moteur de cette initiative. D'après Bašmačnikov, élu président de l'Association,

[...] à cette époque, il y avait beaucoup d'articles, de débats, d'émissions télévisées au sujet de cette nouvelle forme, privée, coopérative, non kolkhozienne. Lors d'une émission à la télé où étaient invités des coopérateurs et des fermiers [...] ils ont commencé à expliquer que l'on manquait de lois, de crédits, etc. [...] Deux ou trois semaines après cette émission, je reçois un appel téléphonique de Tihonov, mon directeur de thèse, compagnon de lutte, camarade aîné [...]: « Vladimir, tu as entendu parler de cette idée de la création d'une union ou d'une association ? » Il m'a contacté en tant que camarade qui partageait à cent pour cent ses idées, mais aussi en tant qu'homme du bureau (kontora) central, nom informel du Comité central du parti.²⁷

- 32 L'idée de créer une association était alors soutenue par le département économique du Comité central (notamment, par son directeur adjoint, membre de VASHNIL Vladimir Možin). Ainsi, le 13 juin 1989, le journal *Izvestija* publia une lettre ouverte qui préconisait la création d'une association d'exploitations paysannes. Les signataires — les académiciens et députés économistes agraires Tihonov, Emel'janov, Bašmačnikov, et quelques autres chercheurs et directeurs de coopératives —, écrivaient :

La reconnaissance des exploitations paysannes et des coopératives en tant que producteurs agricoles a enfin eu lieu. Le plénum de mars 1989 a déclaré l'égalité de ces formes de production avec les kolkhozes et les sovkhozes [...] Cependant, dans la pratique, la création d'exploitations paysannes rencontre des difficultés importantes. [...] L'expérience du peu d'exploitations paysannes qui ont, malgré tout, réussi à commencer leur activité montre que chacune d'elles a besoin d'un soutien juridique et social [...] Elles ne sont pas capables de résoudre ces problèmes toutes seules.²⁸

- 33 Un mois après la publication de la lettre, l'Association des exploitations paysannes et des coopératives agricole de Russie (AKKOR) était fondée, et le premier congrès des exploitants indépendants se tint en janvier 1990. Plus tard, un réseau d'associations régionales fut créé sous l'égide d'AKKOR ou comme organisations indépendantes. Il est à noter que, souvent, ce furent des économistes qui devinrent présidents de ces associations. À titre d'exemple, Rudol'f Praust, directeur de la filiale Pytalovskiy (région natale d'Aleksandr Nikonov) de l'Institut agraire de VASHNIL où, en 1986, naquirent les premières fermes familiales, fut président de l'union locale des exploitations paysannes. Par la suite, d'autres organisations de fermiers et d'entrepreneurs agricoles virent le jour (le Parti paysan libéral fondé par l'écrivain Jurij Černičenko, l'Union paysanne de Moscou, etc.). Cependant, AKKOR conserva le rôle de principal médiateur entre les fermiers, leurs associations locales ou régionales et les organes du pouvoir central, le parlement et le ministère de l'Agriculture russe. Dans ce sens, le modèle technocratique de la gestion du complexe agro-industriel postsoviétique représente une certaine continuité avec le modèle du socialisme mûr.
- 34 À la même époque, une série de publications dans la « presse démocrate » participa à la promotion d'une nouvelle image de l'agriculteur dans le cadre d'une campagne d'opinion organisée. Ainsi, à la veille de la conférence, les *Izvestija* publièrent, sous le titre « Les

âmes vives », une série d'articles d'A. Puškar' consacrés au phénomène des nouveaux fermiers. Le journaliste citait une lettre adressée à la rédaction par un paysan, V. Lebedev :

Je ne veux plus être tâcheron, mais [je veux] recevoir de la terre en possession, même sans droit de la vendre. Rien d'autre ne me donnera l'assurance que mes enfants et petits-enfants auront leur point d'appui dans la vie

et en tirait la conclusion suivante :

Voyez-vous, cher lecteur, les miracles qui se produisent sous nos yeux sous l'effet de la perestroïka. On a pillé, humilié, tué le mužik, pourtant l'âme paysanne s'est réveillée, comme une abeille après un long hiver.²⁹

35 À la même époque, le documentaire *Le Mužik d'Arhangel'sk*, interdit pour des raisons idéologiques quelques années plus tôt, fit grand bruit³⁰. Il narrait l'histoire de Nikolaj Sivkov, créateur d'une ferme d'élevage indépendant dès 1984 et symbole du mouvement démocrate en sa qualité de « premier fermier russe ». Le lexique empruntait tant au passé (le kulak éliminé pendant la collectivisation) qu'à l'Occident (le farmer américain). Il est notable que les termes russes « hozjain », « fermer » et « kulak » sont souvent employés ensemble dans ce discours³¹.

36 Des journalistes économiques favorables aux réformes radicales reprirent la campagne en faveur de la réhabilitation de la classe des paysans propriétaires ; de même la principale revue de théorie économique, *Voprosy ekonomiki*, plaça trois articles sur l'histoire des réformes de Stolypin dans le numéro 10 de l'année 1990. Dans les médias, la formule magique de Gorbačev, « pluralité des formes d'exploitation », fut remplacée par une autre formule magique, « les fermiers vont nourrir le pays », attribuée, à tort ou à raison, au Premier ministre de la RSFSR, Ivan Silaev. Le changement de slogan n'avait rien d'anodin. La NEP n'était plus un modèle à imiter, c'était la référence aux réformes de Pëtr Stolypin³² qui était à l'ordre du jour des débats sur la légalité de la propriété privée de la terre et sur l'agriculture individualiste, comme au début du siècle.

Les experts agraires dans l'espace académique et politique

37 L'an 1990, au cours duquel s'élaborèrent plusieurs programmes macroéconomiques du passage à l'économie de marché, marqua une ligne de partage dans la conduite de la réforme agraire. Le gouvernement et le Soviet suprême de la RSFSR prirent l'initiative dans la conduite de la réforme et occupèrent systématiquement des positions plus radicales que les autorités soviétiques (phénomène alors baptisé de « guerre des lois » dans les médias). L'introduction de la propriété privée et la promotion de l'agriculture individuelle devinrent l'élément essentiel du passage aux rapports de marché dans les campagnes de la RSFSR et de la mise en place du programme de réformes économiques de E. Gajdar. Le consensus fragile à propos de la « pluralité des formes d'exploitation » et de la « recreation de maîtres à la terre », discours dominant de la perestroïka, fut par là brisé. La polarisation des prises de position se produisit au moment de la crise, qui agit comme un révélateur de divisions latentes³³.

38 Si, avant 1990, l'Académie des sciences agricoles et l'appareil de l'État représentaient un espace de discours et d'expertise plus ou moins unifié et continu, le débat entamé dans la presse démocrate et le bouillonnement politique parlementaire qui se prolongeait dans les pages des périodiques spécialisés en économie et politique agraire contribuèrent à une cristallisation de positions incompatibles et antagonistes. La politisation produite par la

crise économique et politique divisa l'espace de l'économie et de la politique agraire en camps clairement distincts. On peut répartir ces prises de position en deux groupes : réformiste et conservateur, avec leurs versions radicales et modérées. Les questions qui différencient le plus les positions réformistes des conservatrices étaient celles de la propriété privée et de la réorganisation des kolkhozes et des sovkhozes.

Les positions académiques réformistes : l'Institut agraire de A. Nikonov et le gouvernement de réforme

- 39 Le pôle réformateur au sein de l'Académie des sciences agricoles, autrement dominée par les orientations « conservatrices », est représenté par l'Institut agraire fondé par A. Nikonov en 1990. Le nom de ce nouvel institut faisait référence à l'ancien Institut agraire dirigé par A. Čajanov dans les années vingt. L'essentiel de l'équipe du nouvel Institut était composé des économistes qui avaient participé au groupe de travail dirigé par A. Nikonov sur les bases de la législation foncière au Soviet suprême de l'URSS. Le nouvel Institut agraire était censé se charger de la préparation des propositions et des projets pour la réforme agraire. Cependant ce n'était pas un think tank indépendant à proprement parler (à l'instar des instituts de E. Gajdar ou de G. Javlinskij) puisque, réunissant en son sein à peu près tous les économistes agraires réformistes, il faisait formellement partie de l'Académie des sciences agricoles Lenin. C'était sans doute dû au fait que A. Nikonov était président de VASHNIL au moment de la création de l'Institut (et le demeura jusqu'en 1992). L'antagonisme entre l'Institut agraire et le reste de l'Académie était si fort pourtant que les académiciens tentèrent de fermer l'Institut en 1994, et son activité fut suspendue pendant six mois après la mort de A. Nikonov en 1995.
- 40 Après l'adoption des « Bases de la législation foncière de l'URSS... », A. Nikonov et ses collègues de l'Institut agraire furent chargés de préparer une loi « Sur la réforme agraire en URSS ». La dissolution de l'Union soviétique interrompit leur travail. Par la suite, certains d'entre eux furent associés à l'élaboration des actes législatifs constitutifs de la réforme agraire pour le gouvernement de la Russie indépendante. Des orientations, déjà présentes dans les premières lois sur la réforme foncière et agraire, furent précisées dans le décret du Président de la Fédération de Russie « Des mesures urgentes de réalisation de la réforme foncière dans la RSFSR » (n° 323, du 27 décembre 1991) et dans l'arrêté du gouvernement « De la procédure de réorganisation des kolkhozes et des sovkhozes » (n° 86, du 29 décembre 1991). Les projets de ces actes législatifs avaient été élaborés par une équipe d'économistes agraires, membres de l'Institut agraire : E. Krylatyh, A. Petrikov, E. Serova, S. Kiselev, V. Uzun, I. Buzdalov et plusieurs autres. Ce qui est caractéristique de cette liste, c'est qu'elle incluait les économistes de l'équipe de A. Nikonov ayant les vues les plus « réformistes », mais excluait ceux de la génération aînée liée à la nomenklatura soviétique tels que B. Poškus et A. Nikonov lui-même³⁴.
- 41 Cependant, les positions exprimées sur la réforme agraire par les principaux chercheurs de l'Institut agraire étaient plus modérées que celles des économistes libéraux et du « gouvernement des réformes » russe. Ils étaient loin de prôner un démantèlement immédiat des kolkhozes et des sovkhozes, préconisé notamment par des experts étrangers, auteurs de recommandations pour l'économie soviétique. Ainsi, selon un groupe international d'experts, la stratégie du passage du secteur agricole à l'économie de marché, en particulier, devait comprendre la suppression de la commande d'État, la

suspension des investissements étatiques et le refus de l'affectation directe des ressources dans l'agriculture, la privatisation des entreprises de transformation et de commerce de gros et de détail et, enfin, la réforme foncière et la réforme des entreprises, à savoir la dissolution des kolkhozes et des sovkhozes et la création d'entreprises, individuelles ou collectives, privées³⁵.

- 42 La ligne stratégique de la réforme agraire, selon l'Institut agraire, était « la formation d'un secteur de fermiers avec, en parallèle, l'évolution graduelle des kolkhozes et des sovkhozes et leur adaptation à l'économie de marché »³⁶. Pour les réformistes, les fermes familiales représentaient, comme dans les pays développés, la forme d'exploitation la plus efficace, mais dans l'immédiat, en URSS, les kolkhozes et les sovkhozes devaient rester la forme prédominante. « Dans les années qui viennent – écrivait Evgenija Serova –, on ne peut pas espérer que le secteur individuel paysan prenne beaucoup de poids dans l'économie agraire soviétique »³⁷. Cette attitude prudente était justifiée par la structure de l'agriculture soviétique caractérisée par le quasi-monopole des exploitations collectives, la non-adéquation des outils (par exemple, les tracteurs) et des infrastructures existantes aux besoins des fermiers et enfin par un facteur subjectif : tous les kolkhoziens n'étaient pas prêts à devenir exploitants indépendants, la réforme agraire pouvait être comprise comme un acte de violence de plus envers les paysans.
- 43 La position « réformiste modérée » était ainsi de mettre l'accent sur la réforme structurelle de l'agriculture, à savoir le démontage du système de gestion administrative et la réforme foncière. D'après Boljus Poškus, membre de VASHNIL et président adjoint de la Commission d'État du Conseil des ministres de l'URSS pour l'alimentation et le ravitaillement (qui, lui aussi, rejoindra plus tard l'Institut agraire), « le problème principal est de liquider le monopole de la propriété d'État à la campagne. Ainsi l'objectif immédiat consiste à transformer la propriété d'État dans des formes plus démocratiques : collectives (sociétés par actions, coopératives) et individuelles (exploitations paysannes) »³⁸. Cependant, la position de principe était de ne pas morceler les exploitations collectives prospères afin de ne pas éparpiller leur base productive et leurs ressources accumulées.
- 44 Les propositions des économistes de l'Institut agraire consistaient à désétatiser les grosses exploitations publiques, à les transformer en exploitations collectives, c'est-à-dire en coopératives de plus petite taille, sinon en sociétés par actions. Cette dernière option leur semblait préférable car elle devait permettre d'attirer des investissements non publics dans l'agriculture et de développer l'intégration agro-industrielle, cette fois-ci sur une base nouvelle, privée³⁹. Quant aux exploitations collectives non rentables ou déficitaires, leurs biens-fonds pouvaient être transférés aux collectifs de travailleurs à l'occasion de leur transformation en associations d'exploitations paysannes individuelles et de coopératives. On retrouve ces orientations dans les lois sur la désétatisation et la privatisation et dans le Décret du Président de l'URSS sur la réforme foncière entré en vigueur en 1991⁴⁰.
- 45 Enfin, la plupart des membres de l'Institut agraire étaient favorables à l'introduction de la propriété privée, question idéologique la plus brûlante de l'époque. Sa nécessité était notamment soulignée par les économistes les plus libéraux de l'Institut : Gelij Šmelev, Ivan Buzdalov (tous deux économistes de courant réformiste, élèves de Venžer, célèbre économiste soviétique « marchandiste »⁴¹), et leur collègue d'une génération plus jeune, Vasilij Uzun (né en 1942 en Moldavie). Selon ce dernier, dont les vues étaient probablement les plus proches de celles des économistes de l'équipe de E. Gajdar (qui dirigea la préparation du programme de privatisation de l'agriculture), l'objectif de la

réforme était de constituer un marché de la terre et des moyens de production pour favoriser l'exode rural et l'apparition du propriétaire efficace :

Sans propriété privée de la terre et des moyens de production, on ne pourra pas retenir les hommes [les plus énergiques, habiles, cultivés] à la campagne [...] ; si vente, bail, échange, hypothèque [de la terre] [...] sont interdits, l'usage de la terre se révèle moins efficace [...], le monopole de l'État sur la terre conduit à la perte de la fertilité, ne contribue pas au transfert de la terre à ceux qui peuvent l'exploiter de façon la plus efficace.⁴²

- 46 Par la proximité politique de leurs vues et le capital expert accumulé et concentré, les membres de l'Institut agraire, en particulier les plus jeunes d'entre eux, conservèrent leur position de spécialistes majeurs de la réforme agraire et constituèrent effectivement la principale source de cadres pour l'expertise en matière de politique et d'économie agricole au cours des années 1990. Ainsi, Evgenija Serova et Sergej Kiselev furent conseillers du ministre de l'Agriculture Viktor Hlystun, et dirigèrent des think tanks indépendants pour l'économie et la politique agricole. Des membres du VIAPI, outre diverses fonctions expertes auprès du gouvernement et des organismes russes et internationaux (OCDE, FAO, etc.), participèrent notamment au projet d'envergure « La privatisation de la terre et la réorganisation des entreprises agricoles » financé par l'IFC (International Finance Corporation), membre du Groupe de la Banque Mondiale ayant pour mission de « renforcer le secteur privé dans les pays en développement ». Ce dernier projet est surtout connu pour la mise en œuvre du modèle dit de Nižnij Novgorod qui démontra les limites du modèle des fermes individuelles en Russie⁴³. Ils participèrent aussi à des initiatives de soutien postprivatisation à la réforme qui concernaient surtout le développement de l'infrastructure de marché et prenaient la forme d'une assistance technique des organismes internationaux. Cette dernière eut des effets certains sur l'organisation de la science économique, qui se vit obligée de se conformer aux exigences du marché (création de fonds de soutien à la réforme tels que le Rosagrofond financés par des donateurs étrangers, de bureaux d'études et de consulting indépendants, etc.).

Les positions conservatrices : l'Académie des sciences agricoles et l'establishment agrarien

- 47 Par ses prises de position, l'Institut agraire représentait une voix solitaire dans l'espace académique dominé par des positions conservatrices, qui eurent cependant moins de poids médiatique hors du milieu professionnel. Sur le plan institutionnel, ces dernières s'exprimaient à l'Académie des sciences agricoles Lenin et dans son réseau d'instituts de recherche et de filiales régionales. Les membres des principaux instituts de recherches en économie agraire étaient les premiers défenseurs de ces positions. En outre, des représentants du système des instituts agricoles régionaux et des chaires d'économie agraire des universités exprimaient souvent des positions semblables.
- 48 En réunissant les positions des plus modérées aux plus radicales, cet ensemble académique « conservateur » critiquait le programme de réformes économiques dit des « 500 jours », qui prévoyait un passage rapide et intégral à l'économie de marché, préférait très nettement le plan de réforme du gouvernement soviétique (changements graduels, système mixte) et rejetait la réforme foncière, mesure cardinale de la réforme agraire. À l'inverse, il défendait l'agriculture à grande échelle (avec le refus total des exploitations paysannes, dans le cas des « conservateurs radicaux ») et mettait l'accent

sur les mesures de protection sociale dans les campagnes. Un éditorial de la revue APK : ekonomika, upravlenie (éditée par l'Académie des sciences agricoles de la RSFSR et par le ministère de l'Agriculture de la RSFSR⁴⁴) représentait cette attitude académique « conservatrice » par excellence :

Il ne faut pas surestimer la signification des formes de propriété, critiquer excessivement la propriété publique et louer la propriété privée, considérer les kolkhozes et les sovkhozes comme des formes sans perspectives et accorder la priorité aux petites exploitations paysannes (fermes).⁴⁵

- 49 Les défenseurs des formes collectives d'exploitation agricole (la plupart des responsables du complexe agro-industriel de différents niveaux, des directeurs et des cadres des kolkhozes et des sovkhozes, ainsi que des économistes agraires, membres de l'Académie des sciences agricoles Lenin) n'avaient la capacité des exploitations individuelles à concurrencer le système de la production à grande échelle et insistaient sur le fait que les fermes individuelles, pour être efficaces, exigent des investissements importants de la part de l'État⁴⁶.
- 50 Les tenants des positions conservatrices radicales s'associèrent au mouvement grandissant des défenseurs de l'exploitation collective. À la veille du XXVIII^e Congrès du PCUS (juillet 1990), le dernier congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, se tint le congrès constitutif de l'Union paysanne de l'URSS sous le patronage des plus hautes autorités soviétiques. Le congrès constitutif élut président Vasilij Starodubcev, directeur d'un kolkhoze de la région de Tula, député de l'URSS et futur participant au putsch d'août 1991. La section de politique agraire du XXVIII^e Congrès du PCUS présidée par ce dernier adopta une résolution selon laquelle la « paysannerie se disait outragée par la dérive des dirigeants du PCUS », qui favorisaient les fermiers au détriment des kolkhozes et des sovkhozes. La résolution privilégiait l'augmentation des investissements et la « renaissance sociale » du village comme voie première pour résoudre le problème de l'approvisionnement. Ce discours contredisait la position des réformateurs, qui pensaient que les investissements et les subventions à l'agriculture étaient déjà excessifs et qui proposaient une « réforme économique radicale », à commencer par la réforme foncière.
- 51 L'attachement à la propriété publique était aussi une caractéristique majeure des positions conservatrices. Ainsi, les « conservateurs » manifestaient un rejet inconditionnel de l'idée d'appropriation privée de la terre et de la création d'un marché foncier. Comme l'écrivait Sergej Šut'kov⁴⁷, qui devint conseiller auprès du Parti communiste de Russie (KPRF) :
- La terre est un moyen de production spécifique créé par la nature et n'est pas le fruit du travail humain, c'est pour cela qu'elle ne peut pas servir de marchandise dans la société soviétique, être objet de la spéculation et du gain (naživa).⁴⁸
- 52 La commercialisation de la terre est le point essentiel qui permet de distinguer les positions « conservatrices modérées » des positions « réformatrices ». En fait, ce sont souvent des économistes agraires réputés marchandistes et « réformateurs » de la perestroïka qui se retrouvèrent dans cette catégorie après 1990. Par exemple, Aleksej Emel'janov, député de l'URSS et un des fondateurs de l'AKKOR, parmi d'autres économistes agraires « modérés », prônait une « refonte radicale de l'APK », la formation d'une économie mixte, la désétatisation des kolkhozes et des sovkhozes, mais mettait en garde contre une « représentation simpliste » des réformateurs qui, à l'instar des auteurs du programme des « 500 jours », croyaient possible d'introduire « le mécanisme de marché dans la sphère agraire rapidement et totalement »⁴⁹. Il s'exprimait également contre la « transformation de la terre en marchandise ». Ainsi, il préconisait l'octroi de la

terre en possession aux paysans sans pour autant leur reconnaître le droit de vendre un terrain. Il s'agissait alors de la propriété individuelle de travail censée prévenir la dépossession des paysans⁵⁰.

- 53 On pouvait souvent observer à l'époque une hésitation entre ces deux versions des positions modérées, sinon un glissement progressif de l'une vers l'autre. Il semble que c'était le cas de Gorbačev lui-même⁵¹. C'est ainsi que des prises de position qui, deux ans auparavant, se révélaient extrêmement audacieuses et progressistes devinrent, dans les années 1990-1991, conservatrices modérées, voire radicales.
- 54 L'Académie des sciences agricoles dans son ensemble (à part l'Institut agraire qui regroupait les forces « réformistes ») perdit sa légitimité experte auprès des nouvelles autorités russes résolues à mener à bien les réformes économiques radicales. Elle devint cependant l'instance d'une contre-expertise pendant toute la période de la mise en place de la réforme agraire. Ainsi, des économistes académiques servirent en qualité d'experts auprès des fractions des partis communiste et agraire à la Douma et réussirent à bloquer l'adoption du Code foncier, en particulier, la légalisation de la circulation marchande des terres agricoles jusqu'au début des années 2000. Cependant, à la fin des années 1990, des notables académiques, comme Ivan Ušačev, firent leur retour dans la politique agricole au niveau ministériel⁵².

Conclusion

- 55 L'analyse des instances d'expertise et des formes d'interaction entre les experts et le pouvoir pendant la perestroïka permet d'apporter un certain éclairage sur la place des sciences sociales dans la gestion des affaires publiques dans l'Union soviétique tardive. L'idéal de la « politique scientifiquement fondée » était très profondément enraciné dans la mentalité des fonctionnaires comme des intellectuels. La perestroïka à ses débuts hérita d'un système hautement technocratique caractérisé par la jonction de l'administration, de la science et de la production dans une chaîne unique et strictement hiérarchique. En l'absence de pouvoir législatif et de médias autonomes en URSS, les formes directes d'interaction entre les économistes et les décideurs prédominaient.
- 56 Cette analyse permet d'affirmer que la conception de la « pluralité des formes d'exploitation » et de propriété, qui fait la place à l'agriculture individualiste, est véritablement une coproduction de la science académique et des hauts fonctionnaires. Elle n'est pas une doctrine imposée de l'extérieur, comme on l'a parfois présentée dans les discours académiques et publics critiques des réformes. Cette alliance des économistes et du parti a été illustrée ci-dessus par la nature des rapports personnels et professionnels entre Aleksandr Nikonov et Mihail Gorbačev et entre Vladimir Tihonov et Vladimir Bašmačnikov. Même si toutes les initiatives agraires trouvèrent leur origine dans la volonté politique incarnée au plus haut niveau par le Comité central du parti et son secrétaire général, les expérimentations économiques (nouvelles formes d'organisation dans l'agriculture), les changements doctrinaires (« facteur humain », marché socialiste, référence à la NEP), les actes législatifs furent préparés par des groupes d'experts, en premier lieu économistes agraires de tendance réformiste, issus du monde académique et/ou employés par les services du pouvoir (comité central, ministère de l'Agriculture et autres).

- 57 La réforme politique dans l'Union soviétique complexifia cette situation en mettant fin au monopole du discours officiel. D'abord, le lancement de la glasnost' permit aux économistes et aux autres intellectuels de sortir du circuit officiel de l'expertise et d'intervenir activement dans les médias pour promouvoir certes la conception officielle de la réforme, mais aussi pour proposer des critiques et des idées alternatives. Avec la libéralisation de la presse et l'affaiblissement du contrôle de l'État sur la production et sur la diffusion des connaissances au cours des dernières années de la perestroïka, les experts purent influencer l'opinion publique à travers les médias, l'enseignement et la publication d'ouvrages, et par le biais du consulting privé. Les experts académiques élargirent leur champ d'action à la société civile et au militantisme politique naissants. En ce sens, les dernières années de l'existence de l'URSS furent peut-être l'époque de la plus grande influence des experts académiques, notamment des économistes, dans l'histoire soviétique et russe.
- 58 La crise économique et politique, les luttes pour le pouvoir entre les autorités russes et soviétiques de 1990-1991 produisirent une forte polarisation entre les positions, des plus « conservatrices » aux plus « réformistes ». À partir de ce moment, la pluralité d'instances du pouvoir correspondit à la pluralité des discours (et d'expertises). Cependant, paradoxalement, la radicalisation du débat et de la politique à la veille de la dissolution de l'URSS subordonna les économistes agraires au principe politique qui prévaut sur n'importe quel autre critère de légitimité en situation de crise et modifia les règles de fonctionnement de l'expertise académique. L'autorité épistémique ne correspondait plus à une place dans l'organisation hiérarchique de l'ancien système techno-politique. La capacité de se conformer à une demande d'action rapide et efficace devint prépondérante dans la situation définie par l'urgence. Les positions radicales exprimées par le gouvernement de réforme russe (de Egor Gajdar), absentes de l'expertise académique dominée par des attitudes plus modérées, contribuèrent à creuser la fracture dans le milieu politique et de l'expertise rurale. Tout au long des années 1990, ces divisions marquèrent la politique et la science économique, qui échouèrent à produire une vision cohérente de la profession agricole, alors que l'image du paysan indépendant, fermier, perdait progressivement de son attraction. En outre, la nouvelle époque imposa d'autres types de contraintes, parmi lesquelles la demande d'une économie de marché, qui marginalisa tous ceux qui ne partageaient pas la nouvelle « idéologie dominante ».

NOTES

1. Voir, par exemple, « Tri dnja v Poltave [Trois jours à Poltava] », Znamja, n° 3, 1987.
2. A.S. Ivanov, éd., Licom k arende [Face au bail], M. : Politizdat, 1990, p. 3-4.
3. Voir, par exemple, « Tri dnja v Poltave », n° 3, 1987.
4. Le terme « facteur humain », un des buzzwords de l'époque, apparaît dans un article de Tat'jana Zaslavskaja, économiste et sociologue rurale, membre de l'Académie des sciences de l'URSS. T.I. Zaslavskaja, « Čelovečeskij faktor razvitija ekonomiki i social'naja spravedlivost' [Facteur humain du développement économique et justice sociale] », Kommunist, n° 13, 1986, p. 61-73.

5. Voir, par exemple : Pekka Sutela, *Economic thought and economic reform in the Soviet Union*, Cambridge : Cambridge University Press, 1991 ; Natalia Chmatko, « Les usages des sciences économiques en Russie entre les années 1960 et 1990 », *Histoire, économie et société*, 21 (4), 2002, p. 583-603.
6. Sur cette question, voir : Carole Sigman, *Clubs politiques et perestroïka en Russie : Subversion sans dissidence*, P. : Karthala, 2009.
7. Une littérature abondante est consacrée à la participation des économistes à la définition et la diffusion des politiques économiques dans différentes régions du monde après la Seconde Guerre mondiale. Pour ne citer que quelques ouvrages de référence : Miguel Centeno, *Democracy within Reason : Technocratic Revolution in Mexico*, College Station : Pennsylvania State University Press, 1994 ; Michael Bernstein, *A Perilous Progress : Economists and Public Purpose in Twentieth-Century America*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2001 ; Yves Dezalay, Bryant Garth, *The Internationalization of Palace Wars : Lawyers, Economists and the Transformation of Latin-American States*, Chicago : University of Chicago Press, 2002 ; Johanna Bockman, *Markets in the Name of Socialism : The Left-Wing Origins of Neoliberalism*, Stanford : Stanford University Press, 2011 ; enfin, pour le cas français : Frédéric Lebaron, *La croyance économique : Les économistes entre science et politique*, P. : Seuil, 2000.
8. Sur la question de la participation des économistes et d'autres spécialistes en sciences sociales à l'administration à l'époque tsariste et postrévolutionnaire, voir notamment Alessandro Stanziani, *L'économie en révolution : Le cas russe, 1870-1930*, P. : Albin Michel, 1998 ; James W. Heinzen, *Inventing a Soviet Countryside : State Power and the Transformation of Rural Russia, 1917-1929*, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2004.
9. Sur la politique scientifique et l'académisation de la politique en URSS après 1956, voir Aleksandr Bikbov, *Grammatika porjadka [Grammaire de l'ordre]*, M. : HSE, 2014, p. 238-299 ; plus spécialement, sur la participation des spécialistes à la réforme de l'éducation à l'époque de Hruščev, voir Laurent Coumel, « Rapprocher l'école et la vie » ? Une histoire des réformes scolaires en Russie (1918-1964), Toulouse : PUM-Méridiennes, 2014.
10. Ce mode de réforme contraste fortement avec le cas français, où le rôle des syndicats et des organisations professionnelles a été essentiel dans la modernisation de la profession agricole à partir de la fin des années cinquante. La transformation du paysan en entrepreneur capitaliste favorisant l'industrialisation et l'exode rural est devenue une plate-forme commune pour l'action gouvernementale et professionnelle, reléguant les économistes et les autres spécialistes en sciences sociales à un rôle secondaire. Voir : Pierre Muller, *Le technocrate et le paysan : essai sur la politique française de modernisation de l'agriculture de 1945 à nos jours*, P. : Éditions de l'Atelier, 1984, p. 55-86.
11. J'ai réalisé cette enquête dans le cadre d'une recherche pour ma thèse de doctorat. Olessia Kirtchik, « La question agraire en Russie au croisement du pouvoir et des sciences économiques : acteurs et discours (1929-2005) », Paris, EHESS, 2007.
12. A. Nikonov (1918-1995), né dans une famille mixte letto-russe, est un représentant de la nomenklatura qui, tout au long de sa carrière, cumula des positions académiques, politiques et administratives. Secrétaire du Comité central du Parti communiste de Lettonie dans la seconde moitié des années 1940, ministre de l'Agriculture de la république et député du Soviet suprême de l'URSS dans les années cinquante, il tomba en disgrâce et se retrouva au début des années soixante directeur de recherche à l'Institut de la culture du sol de Lettonie. Son transfert à Stavropol' et sa rencontre avec Gorbačev, dont il dirigea la thèse de doctorat, le portèrent à nouveau aux cimes du pouvoir académique et politique. Sur l'influence des « collègues de Stavropol' » sur la gestation des vues réformatrices de Gorbačev, voir Archie Brown, *The Gorbachev Factor*, Oxford – New York : Oxford University Press, 1997, p. 42-47.
13. Vladimir Miloserdov (né en 1930) fait partie des experts les plus hauts placés dans les années 1970 et 1980. Il fut directeur de l'Institut d'économie et d'organisation de la production agricole

de la zone des terres non noires de la RSFSR créé en 1977, directeur adjoint du Département général de l'APK (complexe agro-industriel) du Gosplan de l'URSS (1981), et consultant du département de l'agriculture et de l'industrie alimentaire du Comité central du PCUS (1982-1987), avant de retourner au Gosplan. Adeptes de l'industrialisation poussée de l'agriculture, Miloserdov conseilla Gorbačev pendant trois ans, jusqu'à l'ascension de ce dernier au poste de secrétaire général du parti. C'est avec amertume que Miloserdov parle de la « trahison » de son chef qui, finalement, lui préféra Nikonov, « avec ses idées sur des collectifs de travail intensif et la politique des petits producteurs » (Entretien avec Vladimir Miloserdov, le 17 octobre 2003, Moscou).

14. Entretien avec Aleksandr Petrikov, Moscou, le 7 octobre 2001. Petrikov insiste sur la participation active de Nikonov à la réhabilitation d'Aleksandr Čajanov et d'autres membres de l'école d'organisation et de production, condamnés et exécutés dans les années 1930.

15. Entretien avec Aleksandr Serkov, directeur adjoint du VNIESH (Institut d'économie agraire de VASHNIL), Moscou, le 4 février 2005.

16. A.A. Nikonov, *Spiral' mnogovekovoj dramy : agrarnaja nauka i politika Rossii (XVIII-XX vek)* [La spirale d'un drame multi-séculaire : la science et la politique agraires en Russie (XVIII^e-XX^e siècles)], M. : Enciklopedija rossijskikh dereven', 1995, p. 396-397.

17. *Arendnyj podrjad — kratčajšij put' k prodovol'stvennomu dostatku : Vstreča v CK KPSS s rabotnikami arendnyh podrjadnyh kollektivov agropromyšlennogo kompleksa, rukovoditeljami partijnyh, sovetских i hozjajstvennyh organov, specialistami sel'skogo hozjajstva 13 maja 1988 goda* [Le bail est la voie la plus courte vers l'abondance alimentaire : rencontre avec des travailleurs des collectifs de contrat-bail du complexe agro-industriel, des fonctionnaires et des spécialistes agricoles au Comité central du Parti communiste de l'URSS le 13 mai 1988], M. : Politizdat, 1988, p. 43.

18. Les questions de la persistance de l'économie agricole auxiliaire (LPH) et de son rapport avec les grandes entreprises redevinrent objet de discussion dans les études portant sur la réforme des fermes collectives et publiques en Russie et dans d'autres pays postsocialistes (Voir, par exemple Gavin Kitching, « The Revenge of the Peasant ? The Collapse of Large-Scale Russian Agriculture and the Role of the Peasant "Private Plot" in That Collapse, 1991-97 », *Journal of Peasant Studies*, (26) 1, 1998, p. 43-81 ; Jessica Allina-Pisano, *The Post-Soviet Potemkin Village : Politics and Property Rights in the Black Earth*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008). Voir aussi l'article de Katja Bruisch dans ce numéro.

19. Selon Poškus, membre de VASHNIL et président adjoint de la Commission d'État pour l'alimentation et l'approvisionnement auprès du Conseil des ministres de l'URSS (1989-1991), qui commente le démantèlement du Gosagroprom, « [Gorbačev] paraissait croire que les ministères étaient si forts qu'ils bloquaient l'avancement vers le marché. Il fallait alors affaiblir leur influence pour donner plus de droits aux régions et aux entreprises », (Entretien avec Boljus Poškus, le 24 septembre 2004, Moscou).

20. « Ob osnovnyh napravlenijah vnešnej i vnutrennej politiki SSSR : Postanovlenie S'ezda narodnyh deputatov SSSR », *Pervyj s'ezd narodnyh deputatov SSSR : Stenografičeskij otčet* [Des principales orientations de la politique intérieure et extérieure de l'URSS : Arrêté du Congrès des députés du peuple de l'URSS], M. : Politizdat, 1989, t. III, p. 417.

21. Serova, membre du groupe de travail sur la loi, et certains de ses collègues évoquent un épisode de leur travail au Parlement : le projet de loi est présenté au Comité législatif par le futur premier maire libéral de Leningrad, Jurij Sobčak, qui déclare que le droit de propriété (privée) ne peut pas exister en URSS. Ce projet est ainsi refusé avant même le débat public (Entretien avec Evgenija Serova, le 11 septembre 2002, Moscou).

22. La loi de la RSFSR du 22 novembre 1990 n° 348-I « O krest'janskom (fermerskom) hozjajstve [De l'exploitation paysanne (par un fermier)] » ; la loi de la RSFSR du 23 novembre 1990 n° 374-1 « O zemel'noj reforme » [De la réforme foncière], *Vedomosti S'ezda narodnyh deputatov RSFSR i*

verhovnogo Soveta RSFSR, n° 26, 1990. Ces lois furent préparées au sein du Comité d'État de la RSFSR pour la réforme foncière créé afin de contrebalancer l'action du ministère de l'Agriculture jugé conservateur. Viktor Hlystun (né en 1946 au Kazakhstan), professeur d'aménagement foncier (zemleustrojstvo), fut nommé à la tête de ce Comité. Il comptait parmi les hommes politiques qui, directement depuis l'université, étaient parvenus dans les hautes sphères du pouvoir en 1990-1991 sans être passé par les filières traditionnelles de l'administration ou de la politique. Son absence d'expérience administrative a sans doute servi d'atout pour sa nomination. Pourtant, son entrée dans les réseaux de l'expertise et du pouvoir, comme pour beaucoup d'autres, a été rendue possible par sa participation au groupe de travail de Nikonov sur les « Bases de la législation foncière de l'URSS... » (Entretien avec Viktor Hlystun, ministre de l'Agriculture (1991-94, 1996-97), Moscou, le 23 avril 2003).

23. « Obraščenie k S'ezdu narodnyh deputatov SSSR 417 deputatov-agrarijev 31 maja 1989 g. [Appel des 417 députés agrariens au Congrès des députés du peuple de l'URSS le 31 mai 1989] », Pervyj s'ezd narodnyh deputatov SSSR : Stenografičeskij otčet, vol. 2, Moscou, 1989, p. 10-13.

24. Associaciia krest'janskikh hozjajstv i kooperativov Rossii – Association des exploitations paysannes et des coopératives agricoles de Russie.

25. Vladimir Bašmačnikov (né en 1937) est docteur en économie et professeur à l'université d'État de l'Oural. Il consacra la première partie de sa vie à la carrière académique : il fut d'abord directeur de la filiale ouralienne de l'Institut d'économie, de travail et de gestion dans l'agriculture (VNIETUSH), puis directeur-adjoint du VNIESH, principal institut d'économie agraire. Dans les années 1984-1990, il travailla à la Direction économique du Comité central du PCUS. En 1989, il quitta définitivement la carrière académique pour l'action politique et associative et devint président de l'Association des exploitations paysannes et des coopératives agricoles de Russie, puis député de la Duma (1995-1999).

26. Vladimir Tihonov (1927-1994) est né près de Sverdlovsk (aujourd'hui Ekaterinbourg). Après des études à l'université d'État de l'Oural, il y soutint en 1958 une thèse d'économie politique. Il commença sa vie professionnelle, comme beaucoup d'autres économistes du courant « marchandiste », à l'époque du XX^e Congrès du PCUS, et s'intéressa aux problèmes de l'efficacité de la production agricole. En 1965, il devint directeur de l'Institut de recherches pour l'organisation et de la rémunération du travail dans l'agriculture de VASHNIL créé la même année. Avec son équipe de chercheurs (dont Bašmačnikov), il fut parmi les premiers en URSS à travailler sur les micro-collectifs et sur les brigades sous contrat. Directeur d'un laboratoire à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences, puis vice-président de la section sibérienne de VASHNIL, dans les années 1980 il participa de façon active au débat médiatique et à la politique agraire.

27. Entretien avec Vladimir Bašmačnikov, président de l'AKKOR, Moscou, le 18 septembre 2002.

28. « Otkrytoe pis'mo organizacionnogo komiteta Associacii krest'janskikh hozjajstv i kooperativov Rossii [Lettre ouverte du comité d'organisation de l'Association des exploitations paysannes et des coopératives de Russie] », Izvestija, le 13 juin 1989.

29. A. Puškar', « Živye duši [Les âmes vives] », Izvestija, le 24, le 25 et le 26 juillet 1989. Le titre de l'article est un jeu de mots faisant référence au titre du roman de Nikolaj Gogol' Les Âmes mortes.

30. Le Mužik d'Arhangel'sk (59 mn) fut réalisé par M. Goldovskaja en 1986, mais le département d'idéologie du CC du PCUS interdit sa diffusion. En revanche, en 1989, le film obtint le Prix d'État de l'URSS (et le Prix d'État de Russie en 1999).

31. Le thème de la dékoulakisation et de la nécessaire réhabilitation des paysans qui avaient subi des répressions pendant la collectivisation stalinienne était systématiquement évoqué en lien avec le mouvement des fermiers. Voir, par exemple, N. Sivkov, « Kulak ty, Sivkov, fermer » [T'es un kulak, Sivkov, un fermier], Moskovskie novosti, n° 45, 1988, p. 308-309 ; G. Šmelev, « Kuda vedet arenda » [Où conduit le bail], Moskovskie novosti, n° 43, 1988, p. 145 : « Qui pouvait croire il

y a encore peu de temps qu'un "véritable" fermier puisse prendre la parole lors d'une réunion au Comité central [...] un "individualiste (edinoličnik)" dans la représentation courante, ou un "élément de classe étranger" comme à l'époque de la collectivisation totale et de la dékoulakisation ».

32. Sur la question de popularité de Stolypin, voir : David A.J. Macey, « Stolypin is Rising ! The Ideology of Agrarian Reform in Contemporary Russia » in Don Van Atta, éd., *The Farmer Threat : The Political Economy of Agrarian Reform in Post-Soviet Russia*, Boulder, CO : Westview Press, 1993, p. 97-120.

33. Cette logique de l'action de la crise sur le champ universitaire est notamment analysée et démontrée par Pierre Bourdieu à partir des événements de mai 1968 (Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, P. : Minuit, 1984, p. 234-240, 243).

34. Entretien avec Ivan Buzdalov, membre de l'Académie des sciences agricoles, directeur de laboratoire au VIAPI Nikonov, le 23 septembre 2004, Moscou.

35. Il s'agit d'une étude de l'économie soviétique réalisée par un groupe d'experts (du FMI, de la BIRD, de l'OCDE et de la BERD) dans l'objectif de formuler des recommandations de réforme et de définir des critères sur la base desquels l'aide économique de l'Occident pouvait lui garantir un soutien efficace, « *Ekonomika SSSR : vyvody i rekomendacii* [L'économie de l'URSS : bilan et recommandations] », *Voprosy ekonomiki*, n° 3, 1991, p. 60.

36. Sergej Kiselev [directeur adjoint de l'Institut agraire], « *Formy hozjajstvovanija i zemel'nye otnošenija* [Formes d'exploitation et rapports de propriété] », *Voprosy ekonomiki*, n° 3, 1991, p. 109.

37. Evgenija Serova, « *Agrarnaja reforma i mnogoobrazie form hozjajstvovanija* [Réforme agraire et pluralité des formes d'exploitation] », *Voprosy ekonomiki*, n° 5, 1990, p. 73.

38. Boljus Poškus, « *Osobennosti perehoda APK k rynočnym otnošenijam* [Spécificités de la transition du complexe agroindustriel vers le marché] », *APK : ekonomika, upravlenie*, n° 8, 1991, p. 60-65.

39. Voir, par exemple, Serova, « *Agrarnaja reforma...* », p. 72.

40. Loi de l'URSS du 1^{er} juillet 1991 n° 2278-1 « *Ob osnovnyh načalah razgosudarstvlenija i privatizacii predprijatij* [Des principes de la désétatisation et de la privatisation des entreprises] » ; Décret du Président de l'URSS du 5 janvier 1991 n° UP-1285 « *O pervoočerednyh zadačah po realizacii zemel'noj reformy* [Des tâches prioritaires dans la réalisation de la réforme foncière] ».

41. Pour les biographies des économistes agraires soviétiques de courant réformiste, on peut se référer à : A.V. Petrikov, G.I. Šmelev, eds, *Teoretičeskoe nasledie agrarnikov-ekonomistov 50-80-h godov i sovremennaja reforma v sel'skom hozjaistve. Ludi. Idei. Fakty* [Héritage théorique des économistes agraires des années 1950-80 et la réforme agraire contemporaine. Personnalités. Idées. Faits], M. : Academia, 2000.

42. Vasilij Uzun, « *Značenie opyta zemel'nyh reform v stranah Vostočnoj Evropy dlja SSSR* [La portée de l'expérience des réformes foncières dans les pays de l'Europe de l'Est pour l'URSS] », *Voprosy ekonomiki*, n° 6, 1991, p. 126.

43. Programme « *Privatizacija zemli i reorganizacija sel'skhozjajstvennyh predprijatij v Rossii* » : *Podvedenie itogov* [Programme « Privatisation de la terre et réorganisation des exploitations agricoles en Russie » : bilan], M. : Rosagrofond, 1999.

44. La scission institutionnelle entre les tenants des positions réformistes et conservatrices se manifestait entre autres au niveau du choix des revues de publications : ainsi, les chercheurs de l'Institut agraire (et autres réformistes) publiaient plutôt dans *Voprosy ekonomiki*, une revue de théorie économique générale, tandis que les autres économistes agricoles préféraient généralement les revues d'économie et de politique agraire éditées par VASHNIL : *Ekonomika sel'skogo hozjaistva* et *APK : ekonomika, upravlenie*.

45. « Po puti stabilizacii [Sur la voie de la stabilisation] », APK : ekonomika, upravlenie, n° 1, 1991, p. 3-17.
46. Les médias réputés conservateurs leur servaient d'arène. Voir, par exemple, « Najti zemle hozjaina : Kruglyj stol žurnala 'Moskva' [Trouver un maître à la terre : table ronde de la revue « Moskva »], Moskva, n° 10, 1989, p. 164-173.
47. Sergej Šut'kov (né en 1931) est un représentant important du paradigme académique conservateur. Agronome de carrière, il fut directeur adjoint du secteur des sciences agricoles du Comité central du PCUS (1982-1986), vice-président de la filiale russe de VASHNIL (jusqu'à la réorganisation de cette dernière après la dissolution de l'URSS), puis vice-président de l'Académie des sciences agricoles de Russie, héritière de VASHNIL, de 1997 à 2002.
48. Sergej Shut'kov, « Soveršenstvovanie ekonomičeskogo mehanizma v sisteme APK pri perehode k rynku [Perfectionnement du fonctionnement économique dans le complexe agro-industriel lors du passage à l'économie de marché] », APK : ekonomika, upravlenie, n° 9, 1991, p. 12.
49. Voir, par exemple, Aleksej Emel'janov, « Agrarnyi sektor na puti k rynku [Le secteur agricole en chemin vers l'économie de marché] », Voprosy ekonomiki, n° 6, 1991, p. 68-80.
50. Emel'janov, « Agrarnyi sektor na puti k rynku », p. 68-80.
51. Voir, par exemple, « Za novye formy hozjajstvovaniia na sele, za prioritet APK : vstreča M.S. Gorbačeva s rukovoditeljami kolhozov, sovhozov, agropromyšlennyh predpriatij, perešedših na novye formy hozjajstvovaniia [Pour les nouvelles formes d'exploitation agricole, pour donner la priorité à l'APK : rencontre de Gorbačev avec des directeurs de kolkhozes, de sovkhoses, d'entreprises agro-industrielles passées aux nouvelles formes économiques] », APK : ekonomika, upravlenie, n° 7, 1991, p. 32. Gorbačev déclarait notamment « [il est nécessaire] de défendre ce cap contre les extrémités. Mais il faut garder la direction principale : c'est la démocratisation, la liberté économique et politique, l'initiative des gens », une formule classique de la perestroïka qui sonnait de manière extrêmement conservatrice en 1991.
52. Ivan Ušačev (né en 1938) est diplômé de l'Institut agricole d'Odessa dont il devint recteur en 1967. Il fut ensuite chercheur, directeur adjoint, directeur du VNIESH (à partir de 1979). À l'époque soviétique, il fut expert auprès du ministère de l'Agriculture de la république de Cuba. Dans la période postsoviétique, il occupa de hauts postes dans la hiérarchie académique et administrative en qualité de vice-président de la RASHN, adjoint au ministre de l'Agriculture, et membre du Conseil de la politique agraire près le ministère de l'Agriculture et du Gouvernement (Entretien avec Ivan Ušačev, le 24 avril 2003, Moscou).

RÉSUMÉS

Au cours de la seconde moitié du xx^e siècle, les économistes ont joué un rôle de premier plan dans la définition et la diffusion de recettes de réforme économique partout dans le monde. L'URSS n'a pas fait exception, faisant appel à l'expertise d'économistes académiques au moment des réformes économiques de 1965 et 1985. Cependant, le cas soviétique présente des particularités du fait même de sa propre tradition technocratique et de sa pensée réformatrice. Cet article se penche sur les modalités de la conception de la dernière réforme agraire soviétique à la fin des années quatre-vingt, coproduite par des bureaucrates et des économistes agraires de courant réformatrice. Cette période est particulière en ce qu'elle modifie les rapports entre les

experts académiques et le pouvoir politique et, partant, les formes d'action des experts et d'organisation de la recherche. La crise économique et politique introduit une forte polarisation idéologique, voire une fracture, qui aura un impact sur le déroulement de la réforme agraire au cours des années 1990.

During the second half of the twentieth century, economic experts played a major role in defining and spreading economic reform recipes around the world. The Soviet Union was no exception and called upon academic economists' expertise at the time of economic reforms in 1965 and 1985. However, the Soviet situation presents specific features due to the country's very own technocratic tradition and reformist thought. This article addresses the way in which the last Soviet agrarian reform of the late 1980s was worked out. The reform was produced through the joint efforts of bureaucrats and reform-oriented agricultural economists. These were particular times when changes took place in the relationships between academic experts and political power and in the experts' forms of action and organization of research. The economic and political crisis brought about a sharp ideological polarization, not to say a rupture, which marked the implementation of the agrarian reform in the 1990s.

AUTEUR

OLESSIA KIRTCHIK

Higher School of Economics Moscow, okirchik@hse.ru